

2° Les activités relevant du 2° de l'article [L. 7231-1](#), à l'exception des activités dont la liste est définie par décret et qui ne mettent pas en cause la sécurité des personnes.

## [L. 7232-1-1](#)

LOI n°2010-853 du 23 juillet 2010 - art. 31 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A condition qu'elle exerce son activité à titre exclusif, toute personne morale ou entreprise individuelle qui souhaite bénéficier des 1° et 2° de l'article [L. 7233-2](#) et de l'article [L. 7233-3](#) déclare son activité auprès de l'autorité compétente dans des conditions et selon des modalités prévues par décret en Conseil d'Etat.

## [L. 7232-1-2](#)

LOI n°2015-1776 du 28 décembre 2015 - art. 14

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sont dispensées de la condition d'activité exclusive fixée par les articles [L. 7232-1-1](#), [L. 7233-2](#) et [L. 7233-3](#) :

1° Pour leurs activités d'aide à domicile :

- a) Les associations intermédiaires ;
- a bis) Les régies de quartiers. Un décret définit les conditions de leur agrément et de la dérogation à la clause d'activité exclusive dont elles bénéficient ;
- b) Les communes, les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, les établissements publics de coopération intercommunale compétents ;
- c) Les organismes ayant conclu une convention avec un organisme de sécurité sociale au titre de leur action sociale ;
- d) Les organismes publics ou privés gestionnaires d'un établissement ou d'un service autorisé au titre du I de l'article [L. 312-1](#) du code de l'action sociale et des familles et les groupements de coopération mentionnés au 3° de l'article [L. 312-7](#) du même code ;

2° Pour leurs activités qui concourent directement à coordonner et délivrer les services à la personne, les unions et fédérations d'associations ;

3° Pour leurs activités d'aide à domicile rendues aux personnes mentionnées à l'article [L. 7231-1](#) :

- a) Les organismes publics ou privés gestionnaires d'un établissement de santé relevant de l'article [L. 6111-1](#) du code de la santé publique ;
- b) Les centres de santé relevant de l'article [L. 6323-1](#) du même code ;
- c) Les organismes publics ou privés gestionnaires d'un établissement ou d'un service mentionné aux premier et deuxième alinéas de l'article [L. 2324-1](#) du même code ;

4° Pour les services d'aide à domicile rendus aux personnes mentionnées à l'article [L. 7231-1](#) qui y résident, les prestataires appelés à fournir les services spécifiques individualisables dans les copropriétés avec services, mentionnés à l'article [41-4](#) de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

5° Pour leurs services d'aide à domicile rendus aux personnes mentionnées à l'article [L. 7231-1](#) qui y résident, les gérants de résidences-services relevant de l'article [L. 631-13](#) du code de la construction et de l'habitation.

## [L. 7232-4](#)

LOI n°2015-1776 du 28 décembre 2015 - art. 15 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Par dérogation à l'article [L. 313-1-1](#) du code de l'action sociale et des familles, les résidences-services mentionnées au 5° de l'article [L. 7232-1-2](#) du présent code qui gèrent des services d'aide à domicile rendus aux personnes mentionnées à l'article [L. 7231-1](#) qui y résident sont autorisées au titre de l'article [L. 313-1-2](#) du